

n'ont rien de plus sacré que le maintien de la Constitution dans notre pays et de tout ce que le gouvernement constitutionnel a pour objet d'établir.

L'hon. C. H. CAHAN (secrétaire d'Etat): Je n'ai pas participé à ce débat qui dure depuis plusieurs semaines, parce que je croyais de plus en plus, de jour en jour et de soirée en soirée, que la meilleure manière de répondre aux discours des membres de la gauche était de les publier dans le *hansard* et de laisser au pays tout entier le soin de les juger.

Je connais passablement l'histoire de notre pays. A part le fait de ne pas avoir connu intimement M. Mackenzie et sir Wilfrid Laurier, je puis dire que j'ai vécu en relations intimes avec tous les premiers ministres qui se sont succédé au Canada depuis l'adoption de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord. J'ai rappelé un jour, je crois, que, bien qu'étant alors tout jeune enfant, je pouvais me rappeler la procession qui a marqué la célébration du premier jour consacré à fêter la Puissance du Canada. J'ai occupé il y a nombre d'années, une place dans la tribune des journalistes quand sir John Macdonald était le leader du groupe ministériel et M. Blake et ses collègues dirigeaient l'opposition. Or, je ne crois pas que dans toute l'histoire du régime parlementaire au Canada on puisse trouver un premier ministre qui ait consulté plus intimement, plus spontanément et plus assidument ses collègues que le chef du Gouvernement actuel.

Tous les soirs, depuis que le député de Labelle (M. Bourassa) a accusé les collègues du premier ministre, j'ai entendu des députés cracher chacun à leur tour les épithètes les plus injurieuses à l'adresse des membres du cabinet. Je fais partie de conseils d'administration depuis quelque cinquante ans, j'ai été en contact avec bien des gens dans ma profession et dans les affaires, or je crois pouvoir dire sans hésitation que le premier ministre actuel a recherché la collaboration de ses collègues et de son parti plus qu'aucun de ses prédécesseurs. Quand il les consultait ce n'était pas pour leur imposer ses opinions, car je ne crois pas que même le très honorable chef de l'opposition (M. Mackenzie King), quand il était premier ministre, ait eu plus d'égards pour les opinions de ses collègues ou ait été mieux disposé à discuter et à se laisser convaincre.

Quelle est la base du gouvernement constitutionnel dans notre pays? C'est le principe qui veut que le cabinet soit responsable envers le Parlement et le Parlement envers le peuple. Le ministère actuel n'a jamais pris d'autre responsabilité que celle qui consiste à

exercer, dans l'administration, l'autorité que lui a conférée le Parlement.

Puisque mon très honorable ami cherche à établir une comparaison entre le régime actuel et le sien, qu'il veuille bien prendre note de ceci: Depuis que je fais partie de ce Parlement, je me suis plaint à maintes reprises des pouvoirs que son gouvernement s'arrogeait, pouvoirs qui lui permettaient au moyen d'arrêtés du conseil, de formuler des ordonnances et des règlements, de mettre un terme aux privilèges exclusifs de toutes les sociétés de fiducie du Dominion, d'empêcher les compagnies d'assurance d'administrer leurs affaires courantes à leur gré, et de cent autres manières dont son gouvernement usurpait ce qu'il appelle aujourd'hui les fonctions législatives du Parlement. S'il veut venir avec moi jusqu'aux bureaux du conseil privé,—il a accès aux dossiers aussi bien que moi,—je lui ferai voir que, pour chaque arrêté du conseil adopté par le ministère actuel et ayant la nature d'une loi, il y a cent arrêtés similaires rendus par son propre gouvernement, lesquels légifèrent sur les questions les plus importantes et les plus intimes de notre vie politique, sociale et commerciale.

Le très honorable chef de l'opposition assume aujourd'hui un rôle qu'il ne saurait soutenir longtemps. Il a déjà occupé le poste de premier ministre du Dominion, et parmi ceux qui ont observé de près sa carrière à cette époque personne n'a éprouvé pour lui plus de sympathie que moi. Je voyais les efforts qu'il était parfois obligé de déployer pour administrer les affaires du pays, sans avoir une majorité à la Chambre pour l'appuyer dans ses mesures, où ses propres politiques étaient directement combattues. Le très honorable chef de l'opposition a complètement oublié qu'il n'est plus premier ministre. Il a totalement oublié que le pays l'a repoussé, lui, sa politique et son parti, et que ce n'est plus lui qui exerce l'autorité dans cette Chambre. Depuis trois semaines le très honorable chef de l'opposition a cherché, par l'emploi de la force, à dominer le Parlement dans lequel il ne représente qu'une minorité. La force qu'il a employée est tout aussi physique et brutale que celle qui a été employée pour usurper le gouvernement constitutionnel à tout stage de l'histoire de la nation britannique, avec cette seule différence qu'il est limité à l'emploi de sa propre force physique, à ses moyens d'orateur et à la faculté qu'il a de pouvoir parler pendant des heures. Il reprend la parole trois ou quatre fois dans le débat et répète les mêmes arguments jusqu'à ce que la Chambre ne puisse plus s'empêcher de manifester son... comment dirai-je?